CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE-MÉDITERRANÉE CORSE

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 2023

PROCÈS-VERBAL

(procès-verbal approuvé le 13 mars 2024 par délibération n°2024-4)

Le jeudi 14 décembre 2023, à 14 heures 06, le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse s'est réuni en séance plénière dans les locaux de la délégation de Lyon, Espace Rhône, sous la présidence de Mme Fabienne BUCCIO.

Une liste détaillée des participants et des membres absents ayant donné leur pouvoir figure en annexe au présent procès-verbal. Plus de la moitié des membres étant présents ou ayant donné pouvoir (30/38), le Conseil d'administration peut valablement délibérer.

Mme BUCCIO salue l'assemblée et donne la parole à Mme BARRERA pour une déclaration préalable.

Mme BARRERA mentionne la présence d'agents venus manifester contre le manque de reconnaissance salariale du personnel en quasi-statut, soit 80 % des agents. Ils demandent aussi que figurent à l'ordre du jour le débat sur l'attribution et la budgétisation d'une prime de partage de la valeur (PPV). De plus, la suppression envisagée de deux jours de congé non-gagés utilisés habituellement pour permettre deux ponts et dits «jours 94 », car obtenus en 1994 pour compenser une prime, signifie supprimer un acquis fort. Par ailleurs, les faibles augmentations d'effectifs ne sont pas à la hauteur des ambitions de l'Agence. Si le quasi-statut doit faire l'objet de discussions avec le ministère et, de même, les jours de congé avec la direction, la prime de partage de la valeur (PPV) quant à elle peut être abordée au CA.

Mme BUCCIO indique que le débat sur la PPV n'a pas évolué depuis la précédente réponse de M. CHANTEPY.

Mme BARRERA indique que cette réponse était tronquée : le CA peut choisir de mettre en place cette prime refusée par le gouvernement ou le ministère, mais à laquelle l'Agence peut légalement prétendre.

M. CHANTEPY rappelle l'impossibilité de mettre en œuvre la prime dans le cadre du domaine 0 (dépenses de fonctionnement de l'Agence), car elle entraînerait un dépassement du plafond. D'autre part, après avoir été interpellé à ce sujet, le ministre Christophe BÉCHU a rappelé par courrier en octobre 2023 que la PPV ne concerne pas les établissements publics. Le vrai sujet de fond semble donc plutôt la revalorisation du quasi-statut. Pilote de la thématique RH pour les 6 Agences de l'eau, l'Agence RMC a demandé officiellement la réouverture des discussions à la DRH du ministère, qui va proposer des réunions de travail. La nouvelle proposition, soutenue par la DRH du ministère, prend en compte le contexte d'inflation. Plus structurelle et ambitieuse que la précédente, qui avait reçu une fin de non-recevoir de la part du Guichet unique de la fonction publique, elle lui sera de nouveau soumise.

Mme BUCCIO confirme que sur ce sujet, la discussion est ouverte au plan national après le travail préparatoire mené à l'Agence RMC, en espérant des résultats. Quant aux deux jours de congé évoqué, le point est à l'ordre du jour, pour trouver la bonne adéquation avec le rapport de l'inspection de l'IGF. Elle donne la parole à M. PORTERET.

M. PORTERET souligne que les représentants du personnel interpellent les membres du CA, et non la direction de l'agence, pour discuter du principe de la prime de partage de valeur.

Mme BUCCIO, rappelant la lettre très claire du ministère, propose que le CA formule un vœu à ce sujet.

M. BONNETAIN affirme le soutien du CA aux agents et à leur travail. Face à cette question délicate, avec des enjeux complexes de statuts et d'engagement, formuler un vœu lui semble une proposition adaptée.

Mme BARRERA indique que le plafond du domaine 0 n'a pas été dépassé en 2023 : la prime aurait donc pu être mise en place.

M. PAUL soutient la proposition d'émettre un vœu officiel du CA, tout en rappelant que la prime reste un sujet moins important que la revalorisation des salaires et le débat sur le quasi-statut au niveau national.

Mme BUCCIO rappelle l'importance du travail des agents et de l'amélioration du quasi-statut. Elle propose de faire rédiger ce vœu pendant la séance, afin de le mettre au vote à la fin, lors de la discussion sur les 2 jours de congé évoqués lors du point sur les suites à donner à la mission de l'IGF. Elle donne la parole à M. PAUL.

M. PAUL indique qu'il votera le vœu, malgré son obligation de partir avant la fin de la séance du fait de la modification de l'horaire de cette séance.

Mme BUCCIO s'excuse du changement d'horaire, dû à son souhait de présider le CA ce jour tout en devant assister le matin même à une réunion à Annecy avec le CFRG, comité franco-genevois, portant notamment sur l'eau et la sécheresse. Elle y a d'ailleurs mentionné le travail de l'Agence de l'eau. Elle donne la parole à M. LIME.

M. LIME indique qu'il aura le même vote et les mêmes contraintes horaires que M. PAUL. Par ailleurs, il élargit le débat aux difficultés de recrutement liées aux salaires très bas proposés dans la fonction publique, en citant des exemples de la métropole de Besançon.

M. ORSINI, en tant que fonctionnaire, affirme son soutien au personnel de l'Agence, en indiquant également son départ avant la fin de la séance.

Mme BUCCIO souhaite que cette solidarité perdure. Notant que le quorum est atteint, elle passe au premier point de l'ordre du jour.

I. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 24 OCTOBRE 2023

Le procès-verbal de la séance du 24 octobre 2023 est approuvé par délibération n°2023-41, à l'unanimité.

II. DIVERSES DÉSIGNATIONS

1/ DÉSIGNATION À LA COMMISSION DES AIDES

2/ DÉSIGNATION À LA COMMISSION DU PROGRAMME

M. CHANTEPY indique que la désignation au Conseil d'administration de Mme Stéphanie MARCO, en remplacement de M. Hervé GUILLOT, représentant d'EDF, a bien été votée par le Comité de bassin le 8 décembre. Mais les délais n'ont pas permis la sortie de l'arrêté de désignation de Mme MARCO. Il est donc proposé de reporter les désignations prévues au prochain CA, en mars.

III. ADOPTION DE L'ÉNONCÉ DU 11E PROGRAMME RÉVISÉ, APRÈS AVIS CONFORMES DES COMITÉS DE BASSIN CORSE ET RHÔNE-MÉDITERRANÉE

M. CHANTEPY rappelle la procédure : le Conseil d'administration adopte un projet de délibération révisant le programme, et cette délibération est soumise à l'avis conforme des deux Comités de bassin Corse et Rhône-Méditerranée, puis est définitivement adoptée par le CA. Les deux CB ont donné un avis conforme, le 6 décembre pour la Corse, le 8 décembre pour Rhône-Méditerranée.. Cette révision intègre en particulier une augmentation des dépenses de l'Agence de 65 millions d'euros, et la mise en place de dispositifs d'intervention, notamment pour permettre le financement par l'agence du fonds d'hydraulique agricole, fonds national géré par le ministère de l'Agriculture.

Il se trouve que, le 7 décembre, la Première ministre a annoncé une modification du financement du Plan eau dans sa composante agricole, en reportant les dispositions prévues concernant l'instauration de taux plancher pour les redevances de prélèvement sur l'agriculture et l'augmentation de la redevance de pollution diffuse. Face à ce changement, le Comité de bassin Rhône-Méditerranée a accompagné son vote conforme d'une demande explicite au Conseil d'administration de ne pas prévoir dans le budget initial 2024 les crédits nécessaires pour alimenter ce fonds. Dit autrement, le mécanisme existe, mais n'est pas alimenté pour l'instant. Lors des discussions de préparation du 12^{ème} programme, le Conseil d'administration pourra modifier les trajectoires financières par des budgets rectificatifs, selon les consignes nationales à venir. Il s'agit donc d'adopter la délibération dans les termes qui ont reçu l'avis conforme des 2 CB.

Mme BUCCIO confirme que cette solution laisse la possibilité d'alimenter le fonds, en fonction de l'évolution de la situation. Elle donne la parole à M. BONNETAIN.

M. BONNETAIN souligne le bon fonctionnement du CB et du CA, dont les membres ont fait preuve de sagesse, notamment les agriculteurs. Il s'agit maintenant d'attendre les arbitrages.

M. PAUL remercie Martial SADDIER d'avoir aidé à maintenir un consensus le jour du débat, dans une situation délicate et imprévue, et rappelle que les agriculteurs avaient précédemment accepté d'accroître leur contribution. Le fonctionnement du fonds hydraulique agricole dépend maintenant d'arbitrages nationaux.

Mme BUCCIO, en l'absence d'autres interventions, soumet la délibération au vote.

L'énoncé du 11e programme révisé, après avis conformes des comités de bassin Corse et Rhône-Méditerranée, est adopté par délibération n°2023-42, à l'unanimité.

IV. BUDGET RECTIFICATIF N°2 SUR BUDGET INITIAL 2023

Une présentation est projetée en séance.

Mme MOREAU présente le budget rectificatif n°2, budget d'atterrissage de l'année 2023, en récapitulant les ajustements d'autorisations d'engagement, de crédits de paiement et de recettes fléchées. La recette France Relance 2023 a été déplacée au budget 2024 faute de besoins en 2023. Le retard d'exécution de projets a entraîné des reports de crédits, mais un amendement récent de la loi de finances rectificative sur les opérations de rénovation de réseau a permis d'ajouter 10 millions d'euros, comme en 2022.

Concernant l'enveloppe interventions, 2,351 millions d'euros d'engagements ont été retirés, dont une partie pour le fonds vert. Le budget rectificatif n°1 contenait une estimation pour le fonds vert. Finalement, l'Agence ne gère pas ces crédits, d'où une baisse des engagements. Pour d'autres régions, l'Agence a au contraire vu ses autorisations d'engagements augmenter. Les engagements ont aussi baissé pour d'autres aides.

L'enveloppe dédiée au personnel est stable, celle du fonctionnement baisse de 2 millions d'euros du fait de crédits imprévisibles liés aux régularisations (suite aux transferts de compétences entre une commune et une intercommunalité). Les investissements baissent aussi, en lien avec les travaux de rénovation du siège, dont l'essentiel des paiements sera réalisé en 2024. Ainsi, la trésorerie projetée se monte à environ 120 millions d'euros. La finalisation des derniers paiements de l'année est en cours.

En tant que contrôleur budgétaire, M. DINGREMONT indique que la présentation est complète et la situation de trésorerie tout à fait acceptable.

Mme BARRERA rappelle que le plafond du domaine 0 n'a pas été atteint : les 3 millions d'euros supplémentaires auraient pu permettre le versement d'une prime de partage de la valeur pour les agents. Par ailleurs, la part de la masse salariale est très basse par rapport au budget total de l'Agence.

M. ORSINI souhaite des explications sur les diminutions du fonds de roulement et de la trésorerie : est-ce conjoncturel ou structurel ?

Mme MOREAU explique que le domaine 0 est calculé pour toute la durée du programme, donc aussi 2024 où il devrait bénéficier d'une augmentation de plafond qui a été demandée. La trésorerie fait l'objet de vigilance et reste tributaire de la réception des états de dépenses signifiant la bonne réalisation des projets et entraînant le paiement du solde de la subvention au porteur. Pour améliorer les prévisions, les clés de paiement ont été modifiées en 2020.

Mme BUCCIO, en l'absence d'autres interventions, procède au vote.

Le budget rectificatif n°2 sur budget initial 2023 est adopté par délibération n°2023-43, à l'unanimité

V. BUDGET INITIAL DE L'ANNÉE 2024

Une présentation est projetée en séance.

Mme MOREAU présente le budget initial, transmis tardivement pour être le plus complet possible et pour prendre en compte la demande du CB Rhône Méditerranée concernant le retrait des crédits pour le fonds hydraulique agricole. Pour cette dernière année d'exécution du 11^{ème} programme, un arrêté officiel confirmera le relèvement des plafonds de dépenses (3,040 milliards) et de redevances. La contribution à l'OFB augmente de presque 4 millions d'euros et les effectifs devraient être complétés d'environ 16 ETP supplémentaires. Les 10 millions d'euros votés en LFR et précédemment évoqués sont inscrits au budget 2024, car il était trop tard pour les utiliser en 2023.

Les recettes augmentent de quasiment 15 millions d'euros grâce à l'augmentation du taux et des acomptes de la redevance pollution et collecte domestique. Les autres recettes sont en légère baisse, en anticipation de modifications d'assiettes de redevances.

Les dépenses de fonctionnement sont stables, avec un fonctionnement (informatique, loyers) légèrement en baisse, les économies réalisées sur certains postes permettant de compenser la hausse des coûts de l'énergie. L'augmentation de l'investissement est liée aux travaux du siège et au budget informatique, notamment les projets de mutualisation des outils entre les Agences de l'eau : l'année 2024 initiera la phase de développement et de réalisation de ces outils.

Pour les emplois, la masse salariale augmente pour anticiper les 16 postes supplémentaires annoncés, l'augmentation est d'un peu plus de 8 %.

Les autorisations budgétaires sont en forte hausse avec la dernière année du programme et le lancement du Plan eau, d'où des autorisations d'engagements (AE) et en crédits de paiement élevées, et un solde budgétaire négatif puisque les recettes sont inférieures aux dépenses. Depuis le début du 11^{ème} programme, les interventions connaissent une forte hausse : de 444 millions d'euros en 2019 à 698 millions d'euros prévus en 2024, principalement sur le domaine 3. En 2024, l'Agence connaîtra le plus haut niveau d'AE, tous programmes confondus, avec le Plan eau, mais aussi le plan Résilience 2 (20 millions par an en 2023 et 2024). Aux aides classiques s'ajoutent les primes. Les aides hors domaine sont la mise en œuvre du fonds vert pour la renaturation et pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de biodiversité, les 10 millions d'euros déjà évoqués pour la rénovation des réseaux d'eau potable et la contribution à l'OFB, de 103 millions d'euros.

Pour les crédits de paiements (CP), le niveau s'est aussi élevé tout au long du programme : il s'agissait d'abord de payer les aides antérieures du 10^{ème} programme. Cinquante millions d'euros sont liés au plan France Relance et au fonds vert.

En ce qui concerne les conventions de mandat, elles sont signées avec l'ASP pour mettre en œuvre des mesures agricoles : les appels de fonds sont initialement versés en trésorerie, puis véritablement dépensés quand l'ASP a attribué les fonds aux agriculteurs.

L'équilibre financier affiche un solde budgétaire négatif, d'où un prélèvement de 48 millions d'euros sur la trésorerie. La trésorerie diminue et atteint 72 millions d'euros, un niveau acceptable pour les tutelles. Enfin, les restes à payer sont en augmentation, vu la hausse du niveau d'engagement. Ils dépassent le milliard d'euros et concernent encore pour 16% des engagements du 10^{ème} programme : l'objectif est de pouvoir les solder en 2024.

Mme BUCCIO remercie pour cette présentation et donne la parole à M. DINGREMONT.

M. DINGREMONT souligne l'ambition du budget. Les équilibres sont globalement respectés et, si le déficit creuse la trésorerie, son niveau reste dans les normes prudentielles. Les capacités de recrutement rapide pour les nouveaux postes offerts seront à suivre.

M. GUILLAIN revient sur les discussions parlementaires sur le projet de loi de finances 2024 : l'article 16 prévoyait la mise en œuvre de la réforme des redevances pour les Agences de l'eau, en accompagnant de mesures concernant l'introduction de taux planchers sur la redevance de prélèvement et une augmentation de la redevance pour pollution diffuse. Voté par l'Assemblée, cet article a été supprimé par le Sénat avant que le projet soit renvoyé à l'Assemblée. Néanmoins, le gouvernement souhaite réintroduire la réforme des redevances, sans la partie sur la redevance pollution diffuse et l'augmentation des redevances planchers pour l'irrigation, en espérant un vote positif de l'Assemblée. Par ailleurs, concernant la répartition des 10 millions d'euros de la loi de fin de gestion, le principe de solidarité a permis d'abonder le bassin Artois-Picardie, en raison des dégâts occasionnés par les inondations dans le Nord-Pas-de-Calais.

Mme BUCCIO remercie pour ces compléments et donne la parole à M. PAUL.

M. PAUL revient sur l'article 16 du PLF, mais aussi sur un volet du Plan eau dont le financement, après discussions, devait être assuré par la mise en place d'une taxe sur l'atteinte à la biodiversité. Ce point, qui devait faire l'objet d'un amendement, semble avoir disparu. De plus, par un décret de 2022, la loi de finances 2024 devait financer les dépenses générées par les services d'eau dans le cadre de l'accès à l'eau pour tous. Il s'agit d'une transposition européenne. Mais ce décret n'est toujours pas appliqué, et comme aucun crédit n'est fléché, les services d'eau ne peuvent pas engager les lourdes dépenses pour mener le diagnostic exhaustif des personnes qui ne sont pas raccordées au réseau d'eau potable, supposé être réalisé avant le 1^{er} juillet 2024.

Par ailleurs, les augmentations prévues dans le budget 2024, mentionnant 14,8 millions d'euros supplémentaires, viennent pratiquement totalement (13,2 millions) des redevances domestiques ou assimilés, qui représentent 85 % des recettes de l'Agence RMC : on est loin du rééquilibrage attendu par les représentants des élus et des consommateurs d'eau, qui ne voteront donc sans doute plus d'augmentation de la redevance sur les usagers domestiques.

M. ORSINI rappelle que les variations de trésorerie sont une mesure d'adaptation et de résilience. Il souhaite savoir, sur les 16 ETP, combien seront prévus pour la Corse.

M. JEAMBAR indique que les industriels n'utilisent qu'une part des aides budgétisées, tout en contribuant avec un montant de redevances supérieur aux subventions reçues. En compensation de ce budget largement surévalué, des aides seront octroyées pour des réductions d'eau sur la LP21 : il serait souhaitable que les aides spécifiquement dévolues aux industriels apparaissent. Par ailleurs, que sont devenus les 14,3 millions qui étaient destinés à financer le Fonds hydraulique ?

Mme CHANTEPY répond à M. ORSINI que les 16 ETP, en attente de confirmation, ne sont pas encore affectés, mais seront répartis sur l'ensemble de l'Agence, siège et délégations régionales, dont celle de Marseille dont dépend la Corse. Quant aux aides accordées à l'industrie, elles sont inférieures aux redevances parce que celles-ci financent aussi l'OFB, le fonctionnement de l'Agence, les études, etc. Par ailleurs, seul le secteur de l'agriculture reçoit plus d'aides qu'il ne paie de redevances.

M. GUILLAIN explique que la redevance biodiversité a été déclarée irrecevable par le Sénat, donc ne figurera pas au PLF 2024. Concernant l'accès à l'eau potable, le dimensionnement de l'enveloppe et des arbitrages financiers préalables sont nécessaires.

M. FAURE, pour les usagers (CLCV), indique qu'ils ne souhaitent pas compenser un éventuel déficit de recettes engendré par une non-augmentation non compensée des redevances des agriculteurs.

M. POLITI souhaite que la Corse ait sa propre délégation régionale. La Corse n'est ni un quartier de Marseille, ni un canton de la région niçoise. Elle dispose de ses propres institutions politiques et administratives qu'il convient donc de prendre en considération.

M. JEAMBAR, rappelant la répartition des aides dans un système mutualiste, précise que les industriels acceptent de contribuer plus, même si cette situation dure dans le temps.

M. FOREL, en tant qu'élu, insiste sur le rééquilibrage des participations. Il renouvelle sur étonnement quant au financement de l'OFB, une mesure injustifiée et préjudiciable.

Mme LORENZI renchérit sur le besoin d'un financement dédié de l'OFB. Par ailleurs, elle rappelle l'importance pour les entreprises artisanales de réduire leur consommation d'eau, ainsi que de dépolluer. Mais le seuil minimum de travaux fixé pour prétendre à des aides de l'Agence semble trop élevé pour ces petites organisations : il serait intéressant de l'abaisser, quitte à générer plus de dossiers à traiter, pour une action plus efficace et globale.

M. LIME et M. PAUL quittent la séance à 15h11.

Mme BARRERA s'abstiendra, car elle regrette d'une part que l'augmentation des ETP ne corresponde pas à la hausse du budget d'investissement, d'autre part en raison de l'absence d'une prime de partage de la valeur pour les agents.

Mme GIUSEPPIN indique que l'activité économique contribue pour près d'un tiers à la redevance usagers domestiques. Par ailleurs, les aides, du fait de leurs seuils élevés, ne touchent pas les petites structures. Enfin, elles sont peu visibles pour les industriels.

M. CHANTEPY explique que les seuils des aides ont un objectif d'efficacité, pour viser les activités qui ont le plus d'impact sur les milieux naturels. Mais des dispositifs d'opérations collectives permettent d'agir à l'échelle d'agglomération ou de branche pour toucher aussi les petits «établissements. Quant aux redevances payées par les industriels via la facture d'eau, elles sont complexes à évaluer : une partie est masquée, car liée à la redevance de pollution domestique.

M. JEAMBAR se félicite que depuis un an, les CCI et les instances économiques commencent à aborder le sujet de l'eau régulièrement.

Mme BUCCIO ajoute que 650 plans hydriques ont déjà été reçus dans la région AURA. Toutes les entreprises ont été sollicitées à travers une lettre, signée par la préfète et les responsables industriels, visant deux objectifs : les économies d'eau dans le fonctionnement courant des industries, et les efforts supplémentaires possibles à deux mois au vu du contexte de sécheresse. En l'absence d'autres interventions, elle procède au vote.

M. JEAMBAR signale qu'il s'abstient pour M. LAVRUT qui lui a donné procuration.

Le budget initial de l'année 2024 est adopté par délibération n°2023-44 avec 3 abstentions.

VI. CONTRÔLE INTERNE COMPTABLE ET CONTRÔLE INTERNE BUDGÉTAIRE – ACTUALISATION 2023

Une présentation est projetée en séance.

Mme MOREAU présente ce point, figurant généralement en fin de Conseil d'administration, mais qui est en lien avec le point précédent. Le contrôle interne comptable et budgétaire doit être mis en place pour assurer la sécurisation de l'ensemble des processus, dans un cadre de bonne gestion des fonds publics. Une ordonnance récente a renforcé la responsabilité juridique de l'ordonnateur. Pour y répondre, le contrôle interne détecte les risques et propose un plan d'action adapté.

Une cartographie des risques, mise en place en 2012 avec 1 000 risques, a vu leur nombre chuter entre 2020 et 2021 lorsque la cartographie a été simplifiée pour se concentrer sur les risques les plus importants. Comme tous les ans, des actions internes ont été mises en place en 2023, portant sur les façons de travailler, de préparer le budget, mais aussi de payer les aides. Deux risques rouges ont été identifiés : le montant important des restes à payer du 10^{ème} programme à payer durant le 12^{ème} programme (16 %), et des prévisions de recettes et de dépenses à améliorer pour affiner les prévisions de trésorerie.

En 2023, de nouveaux risques externes sont apparus : davantage de crédits d'État à gérer, appelant à la vigilance sur la gestion en recettes et en dépenses fléchées. De plus, des aspects juridiques demandent de la vigilance, comme les conventions de transfert d'aides entre bénéficiaires, pour payer le bon bénéficiaire. Les 35 actions à mener sont détaillées dans l'annexe à la délibération.

Mme BUCCIO remercie pour cette présentation et donne la parole à Mme BARRERA.

Mme BARRERA évoque le pilotage du budget de la DSIUN : les services informatiques des six agences ont été mutualisés malgré l'opposition des représentants du personnel. Il serait souhaitable que l'action, les orientations et le budget, ainsi que les alertes de fonctionnement de cette DSIUN, fassent l'objet d'un point ou d'une information. Les retards et les reports de projets contraignent le fonctionnement des aides et des paiements.

M. CHANTEPY souligne l'importance du chantier de mutualisation des systèmes d'information, sans doute sous-estimé au démarrage du projet. À cette étape de transition, entre construction d'un nouveau système et maintien des anciens outils en condition d'exploitation, la surcharge de travail est forte pour la DSIUN. Le pilotage est rattaché à l'Agence Seine-Normandie et est géré au mieux pour obtenir rapidement un retour sur investissement.

Mme MOREAU confirme la difficulté, avec plusieurs projets en cours de mutualisation. Les systèmes d'information ont aussi des enjeux de sécurité contre les attaques extérieures, ainsi que de maintenance pour assurer le meilleur service au quotidien. Le budget local diminue et le budget mutualisé de la DSIUN augmente.

Mme BUCCIO rappelle la complexité des phases de transition, et la longueur de celles-ci.

Mme MOREAU explique qu'il s'agit de faire converger six systèmes, avec une haute exigence technologique et des négociations avec des prestataires souvent en position de force. Mais le travail de convergence est bien engagé, des groupes projets réfléchissent ensemble aux meilleures options possibles.

M. CHANTEPY insiste sur le fait qu'il n'existe pas actuellement de logiciel capable de gérer les redevances telles qu'elles sont fixées. Par ailleurs, il insiste sur la nécessaire priorisation. Par exemple, la refonte du site internet est prévue, mais non prioritaire malgré ses défauts et son obsolescence.

Mme GIUSEPPIN confirme l'enjeu de la transition numérique dans toutes les organisations. Elle souhaite elle aussi un point sur la situation actuelle et les perspectives.

M. CHANTEPY en prend note.

Mme BUCCIO, en l'absence d'autres interventions, procède au vote.

Le contrôle interne comptable et le contrôle interne budgétaire – actualisation 2023 sont adoptés par délibération n°2023-45, à l'unanimité.

VII. RÉSILIATION DU PROTOCOLE ÉTABLISSANT UN COMPTE ÉPARGNE VOLUME POUR LA DURANCE ET PROJET DE CONVENTION POUR LA RÉAFFECTATION DES ÉCONOMIES D'EAU EN DURANCE

Mme BUCCIO donne la parole à Mme MIÈVRE, directrice de la délégation de Marseille, pour présenter ce point.

Mme MIÈVRE présente le dispositif de compte épargne volume pour la Durance proposé à la résiliation. Établi en 2016 avec EDF et les services de l'État, ce dispositif permettait de comptabiliser les volumes d'eau économisés par les financements de l'Agence, pour ensuite demander à EDF de les réallouer ailleurs, dans le temps ou dans l'espace, toujours sur le bassin versant de la Durance, sur des opérations intéressantes pour le milieu naturel. En effet, des aménagements hydroélectriques captent l'eau sur tout le tracé de la Durance et compliquent la réintégration de l'eau dans le milieu. Un bilan réalisé en 2022-2023 a montré la surestimation des volumes : le plafond théorique de 100 millions de mètres cubes a été atteint, du fait d'un taux d'actualisation automatique de 8 %, trop important et en décalage avec la baisse de l'hydrologie. Ainsi, les volumes réels économisés sont plus proches de 36 millions de mètres cubes. De plus, les économies étaient affectées trop tôt, lors de la décision d'aide et bien avant la réalisation effective des projets. Enfin, les réallocations ont été rares alors que c'était l'objectif principal du dispositif.

Le travail réalisé avec EDF permet de proposer un nouvel outil en remplacement : la réallocation des économies d'eau en Durance (RED). Plus souple, il est établi sur des exercices de cinq ans, avec une évaluation, calculée à partir du précédent outil, de 5 millions de mètres cubes d'économies d'eau par an : soit 25 Mm³ pour 2023-2028, plus le socle du CEV de 36 millions de mètres cubes non utilisés. Ces 61 millions de mètres cubes seront réalloués sur des opérations, pour au moins 5 millions de mètres cubes par an. Si ce taux peut paraître faible pour la Durance, il permettra d'agir notamment sur les annexes alluviales. Lors des années hydrologiques plus importantes, d'autres opérations seront menées, comme des transparences en crue pour faire circuler les sédiments dans la Durance très aménagée. Ainsi, le dispositif permettrait des réallocations plus dynamiques, avec un prévisionnel à réévaluer dans cinq ans avant d'établir un nouvel exercice.

Ce nouvel outil s'appuie sur les commissions mises en place dans le cadre du SAGE de la Durance, avec un rapport annuel à une commission en charge des milieux naturels. Un comité de pilotage restreint, rassemblant EDF, le syndicat mixte d'aménagement de la vallée de la Durance, les services de l'État et l'OFB, décidera tous les ans du type de réallocation à mettre en œuvre selon l'hydrologie, notamment au printemps.

M. ORSINI se réjouit de ce dispositif qui met les économies d'eau au service des milieux aquatiques, donc de la biodiversité, de la prise en compte l'expérimentation des éclusées adoucies et du soutien à l'étiage dont la durée s'allonge avec le changement climatique.

M. POLITI demande pourquoi le canal de Provence n'est pas concerné.

Mme MIÈVRE explique qu'il s'agit du périmètre des économies d'eau de la Durance et non du Verdon, donc uniquement des ASA qui prennent leur eau dans le canal usinier d'EDF.

M. DELMAS, tout en se réjouissant de ce nouveau protocole, s'enquiert des modalités de suivi, à la fois du transit sédimentaire et de l'évolution de la végétation, pour juger de l'opportunité de ces futures opérations dans des milieux qui évoluent vite.

Mme MIÈVRE explique que le SMAVD, syndicat mixte et EPTB, en charge du suivi de l'évolution de la Durance, suivra les opérations. Il participera aussi à décider du type d'opération annuelle pertinente à mener.

Mme BUCCIO procède au vote.

La résiliation du protocole établissant un compte épargne volume pour la Durance et le projet de convention pour la réaffectation des économies d'eau en Durance sont adoptés par délibération n°2023-46, à l'unanimité.

VIII. CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE TERRITOIRE POUR LA GESTION DE L'EAU DE LA NAPPE ALLUVIALE DU RHÔNE DE PÉAGE-DE-ROUSSILLON

Une présentation est projetée en séance.

Mme MICHAUX présente ce projet, déjà abordé en Commission des aides. Le Conseil d'administration est invité à autoriser l'engagement de l'Agence dans une convention-cadre pour le PTGE Péage-de-Roussillon pluriannuelle, donc au-delà du 11^{ème} programme.

Ce PTGE est le seul identifié sur le Rhône, sur un secteur au niveau de l'île de la Platière et de la nappe alluviale du Rhône court-circuité. Il est identifié en déséquilibre dans le SDAGE depuis 2010, en raison de prélèvements importants (58 millions de mètres cubes par an), notamment par l'industrie et la plateforme Osiris (49 millions de mètres cubes).

L'évaluation des volumes prélevables et des démarches de partage des eaux entre les acteurs concernés par les prélèvements, industriels, collectivités et agriculteurs, est engagée depuis sept ans, pour identifier les actions nécessaires à l'équilibre quantitatif de la nappe alluviale. L'enjeu est la préservation des milieux naturels avec la connexion de la nappe et de la forêt alluviale, de la réserve naturelle de l'île de la Platière et d'une vaste zone humide classée Natura 2000. Le PTGE prévoit donc de reconnecter 198 hectares du site, de remettre en eau des paléo-chenaux et d'augmenter les surfaces de boisement connectées en permanence à la nappe alluviale, avec une réduction locale des prélèvements et la réalimentation de la nappe.

Quatre actions sont donc inscrites au PTGE et portent sur :

- la remise en eau des paléo-chenaux portée par le Conservatoire d'espaces naturels de l'Isère, avec une aide de l'Agence de l'eau qui pourra aller jusqu'à 70 % ;
- un projet de substitution des prélèvements de la plateforme chimique de Roussillon (aide de l'Agence à hauteur de 40 %) ;
- une opération de substitution des prélèvements de l'ASA d'irrigation de Salaise-sur-Sanne (aide de l'Agence à hauteur de 40 %) ;
- et une étude d'optimisation de la ressource en eau pour les industriels (aide de l'Agence à hauteur de 40 %) ;

Avec les règles actuelles du 11^{ème} programme, l'aide de l'Agence de l'eau s'élèverait au total à près de 7,6 millions d'euros.

Il est proposé au CA de valider ce partenariat privilégié de l'Agence et le montant maximal de sa participation financière. Chaque opération fera l'objet d'une demande d'aide et sera examinée selon les règles du programme en vigueur.

M. DELMAS salue cette opération et signale qu'il s'abstiendra pour Claude ROUSTAN, représentant du monde de la pêche qui lui a donné mandat et aurait souhaité une diminution des prélèvements pour l'usage agricole.

M. BONNETAIN rappelle l'avis favorable de la Commission des aides.

Mme BUCCIO, en l'absence d'autres interventions, procède au vote.

La convention cadre de partenariat pour la mise en œuvre du projet de territoire pour la gestion de l'eau de la nappe alluviale du Rhône de Péage-de-Roussillon est adoptée par délibération n°2023-47, avec 1 abstention.

IX. MISE EN ŒUVRE DU PLAN EAU DÈS 2024 ET MODIFICATION DES APPELS À PROJET EN COURS

1/ APPEL À PROJETS « SÉCURISATION DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE »

2/ APPEL À PROJETS « SOBRIÉTÉ EN EAU DES ACTEURS ÉCONOMIQUES »

3/ APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT « EAU ET CHANGEMENT CLIMATIQUE »

Mme MICHAUX présente les modifications de trois appels à projets en cours, à la suite des décisions du CA d'intégrer les 65 millions supplémentaires du Plan eau 2024 de façon ciblée. Ils sont répartis sur la LP 25 (gestion durable des services publics d'eau potable, 35 millions d'euros), la LP 21 (équilibre quantitatif des milieux, 25 millions d'euros) et la LP 24 (préservation et restauration des milieux, 5 millions d'euros).

Les propositions de modification des trois appels à projets sont :

- Pour l'appel à projets « sécurisation de l'alimentation en eau potable », lancé début 2024 : augmenter l'enveloppe à hauteur de 45 millions d'euros. Après une première vague de sélection en 2023, 41,5 millions d'euros sont déjà attribués. Le règlement de cet appel à projets est également modifié pour prendre en compte les réseaux d'eau potable « points noirs », selon la mesure 14 du Plan eau, qui insiste sur la sécurisation de l'alimentation en eau potable et la réduction des fuites dans les réseaux moins performants, avec des rendements inférieurs à 50 %.
- Pour l'appel à projets « sobriété en eau des acteurs économiques », lancé début juillet 2023 : doubler l'enveloppe, à hauteur de 20 millions d'euros. Une modification du règlement permettra d'accompagner plus de projets en abaissant le seuil d'éligibilité de 5 000 mètres cubes à 2 000 mètres cubes.
- Pour l'AMI « changement climatique » : augmenter l'enveloppe à hauteur de 25 millions d'euros, pour retenir 66 projets ambitieux et innovants après deux vagues de sélection. Ils concernent des collectivités, des interprofessions du tourisme, du secteur agricole ou d'autres acteurs économiques. Un bilan sera donné en 2024.

Mme GIUSEPPIN, tout en se félicitant de l'abaissement des seuils à 2 000 mètres cubes, demande un bilan à date de l'appel à projets « sobriété » ainsi que la répartition par secteurs des 66 dossiers retenus pour l'appel à manifestation d'intérêt « eau et climat ».

Mme MICHAUX indique que ce bilan arrivera en temps voulu, car l'augmentation de l'enveloppe confirmera la sélection des projets retenus. Quant à l'appel à projets « sobriété en eau des acteurs économiques », lancé en juillet 2023 et valable jusqu'à la fin du 11^{ème} programme, il accompagne déjà quatre opérations, validées en Commission des aides. Un grand nombre de dossiers d'aide vont sans doute arriver dès le premier semestre 2024.

Mme BUCCIO confirme l'intérêt de présenter un bilan, et donne la parole à Mme LORENZI.

Mme LORENZI rappelle l'intérêt d'impliquer aussi les associations de protection de la nature et de l'environnement, acteurs locaux importants.

Mme BUCCIO, en l'absence d'autres interventions, procède au vote.

Les modifications de :

- *l'appel à projet n°2023-2024 « sécurisation de l'alimentation en eau potable » sont adoptées par délibération n°2023-48, à l'unanimité,*
- *l'appel à projet 2023-2027 « sobriété en eau des acteurs économiques » sont adoptées par délibération n°2023-49, à l'unanimité,*
- *l'appel à manifestation d'intérêt 2023 Eau et Climat « agir plus vite, plus fort sur les territoires » sont adoptées par délibération n°2023-50, à l'unanimité.*

X. PLAN BIO GRAND-EST 2023-2027

M. ROLLIN présente le plan bio pour le Grand-Est : celui de 2018-2022 n'associait pas l'Agence Rhône-Méditerranée Corse, mais, pour la programmation 2023-2027, toutes les Agences sont mobilisées, en partenariat avec l'État, la Région, la chambre régionale d'agriculture en Grand-Est et l'interprofession de l'agriculture biologique en Grand-Est. Dans la région, l'agriculture biologique représente actuellement 8 % de la SAU, et les produits bio 6 % de la restauration collective. Les objectifs de ce plan, accord collectif sans engagement financier, sont de passer à 11 % de la SAU, d'accompagner les agriculteurs biologiques pour éviter les déconversions, de former les acteurs de la filière, de faire vivre un observatoire existant, de mobiliser pour la restauration hors domicile.

M. DELMAS salue cette initiative de la région Grand-Est, qui compte aussi un programme LIFE biodiversité, en souhaitant qu'elle inspire d'autres régions du bassin.

Mme BUCCIO, en l'absence d'autres interventions, procède au vote.

Le plan Bio Grand-Est 2023-2027 est adopté par délibération n°2023-51, à l'unanimité.

XI. DEMANDES D'AIDE DÉROGATOIRES

1/ DÉROGATIONS POUR AIDES COMPLÉMENTAIRES

Mme MICHAUX présente six demandes d'aides complémentaires, pour des dossiers ayant déjà fait l'objet de décisions d'aide de l'Agence de l'eau. Même si le programme prévoit que ces décisions d'aides sont des montants non révisables, le CA peut accorder ces aides complémentaires pour ces opérations qui contribuent aux enjeux du 11^{ème} programme, mais n'ont pas démarré du fait des hausses des coûts d'énergie et des matériaux. Il s'agit de trois opérations de rétablissement de la continuité écologique, de deux opérations en zone de revitalisation rurale, et d'une opération de substitution dans le cadre d'un PTGE.

Mme BUCCIO procède au vote pour cette première délibération.

Les dérogations pour les aides complémentaires sont adoptées par délibération n°2023-52, à l'unanimité.

2/ DÉROGATION POUR LE PROJET DE SÉCURISATION DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE SAINT-MARCEL-DE-CAIREIRET (GARD)

Mme MICHAUX présente ce projet de sécurisation de l'alimentation en eau potable porté par la communauté d'agglomération du Gard rhodanien et concernant Saint-Marcel-de-Caireiret. Fortement touchée par la sécheresse 2022, la commune est identifiée et suivie par les services de l'État et de l'Agence, notamment depuis début 2023 avec l'appel à projets « sécurisation de l'alimentation en eau potable ». Mais elle a déposé une demande d'aides après avoir notifié le marché de travaux. Or, les aides d'État ne sont pas accordées si l'opération est considérée engagée. Néanmoins, les enjeux sur le territoire et le fait que les services de l'Agence aient été préalablement informés plaident pour accorder l'éligibilité à cette demande d'aides malgré cette erreur de procédure.

Mme NOGUIER, pour le conseil départemental du Gard, souligne la prise de conscience des enjeux de l'eau dans cette commune, dans laquelle le département s'engage aussi.

Mme BUCCIO procède au vote.

La dérogation pour le projet de sécurisation de l'alimentation en eau potable de Saint-Marcel-de-Caireiret (Gard) est adoptée par délibération n°2023-53, à l'unanimité.

XII. PRISE EN COMPTE DE L'AUGMENTATION DES COÛTS DES TRAVAUX (DÉROGATION AU PROGRAMME)

Mme MICHAUX présente la reconduction d'augmentation des coûts plafonds, déjà adoptée en 2022 et 2023 par le CA au vu des hausses des coûts d'énergie et de matériaux. La précédente majoration était de 15 %. Calculée sur la base des indices Insee de 2019, année de mise en œuvre du 11^{ème} programme et d'estimation de ses coûts plafonds, l'augmentation est estimée à 20 % pour 2023. Il est donc proposé au CA de voter une augmentation des coûts plafonds de 20 % sur toute l'année 2024.

En l'absence d'interventions, Mme BUCCIO procède au vote.

La prise en compte de l'augmentation des coûts des travaux (dérogation au programme) est adoptée par délibération n°2023-54, à l'unanimité.

XIII. RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2022

Une présentation projetée en séance.

Mme MOREAU présente le rapport social unique, fournissant annuellement 250 indicateurs sur le personnel de l'Agence. Le cadre de ce rapport est commun aux six Agences. Quelques éléments saillants sont présentés. Le personnel est stable (83 % de CDI, 14 % de fonctionnaires, 2-3 % de CDD), en vieillissement continu avec un âge moyen de 49 ans. La reprise des recrutements amorce toutefois un rajeunissement : neuf agents ont moins de 35 ans (contre un seul en 2020). En 2022, 29 postes ont été publiés, et le nombre de départs en retraite a baissé. Les promotions d'agents restent limitées par le taux que fixe la tutelle. Le nombre de jours de formation, après avoir chuté depuis 2020, reprend significativement. Quant au télétravail, 177 agents sont en formule fixe (un à trois jours fixes), et 135 en formule « flottante » (choix des jours au fur et à mesure). Depuis plusieurs années, l'absentéisme assez marqué, particulièrement chez les femmes, est préoccupant. Enfin, un plan de prévention santé destiné à l'ensemble des agents sera élaboré et présenté en formation spécialisée début 2024.

Mme BARRERA souligne l'importante surcharge de travail des agents, indiquée par le nombre d'heures écartées supprimées : 12 526 heures, soit presque 8 ETP.

M. POLITI salue la qualité du document, précis et lisible.

Mme MOREAU remercie et transmettra aux équipes.

XIV. MISSION DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES – PROPOSITIONS ET SUITES À DONNER

M. CHANTEPY introduit les propositions de l'IGF (Inspection générale des finances) après inspection des trois plus grosses agences : Loire-Bretagne, Seine-Normandie et Rhône-Méditerranée Corse. Après un rapport provisoire envoyé début juillet 2023, la version définitive, quasi identique, est arrivée le 2 octobre. Volumineux et non diffusable, il contient 17 propositions synthétisées dans le document et la présentation. En particulier, la proposition n°2 demande une révision du règlement intérieur afin de respecter la durée minimale de travail de 1 607 heures, en indiquant la non-conformité des deux jours « 94 ».

Afin d'éviter de les supprimer, la direction envisage une autre piste, à savoir augmenter la durée journalière de travail de quelques minutes, sachant qu'en réalité, la quasi-totalité du personnel travaille déjà plus. Les discussions avec les représentants du personnel sont en cours, avec un CSA fin 2023 et une réunion prévue début 2024.

Mme MOREAU revient sur les 17 propositions et les suites prévues par l'Agence. La proposition n°1 s'adresse à l'agence comptable, tout comme les n°3 et 4, et a été prise en compte pendant la mission de l'IGF. La n°2 vient d'être détaillée. La n°5 oblige à réfléchir à la réalisation et la répartition des contrôles fiscaux en interne, en régie et externalisés, avec un impact sur les outils informatiques et les procédures administratives. La n°7 est un problème technique de publication des données essentielles des marchés publics, à systématiser. La

n°8, concernant les liens avec le Cerema, doit être examinée avec la tutelle pour étudier la convention actuelle, juridiquement valide. La n°9, sur le plan de contrôle est une question de forme plutôt que de fond. La n°10 demande un meilleur affichage de la trajectoire du programme. La n°11, présenter un budget rectificatif d'atterrissage au dernier CA de l'année, semble peu pertinente puisque la présentation des comptes a lieu dès mars de l'année suivante : le travail mené dans l'année ne sera donc pas visible. Ce point de vue est partagé par les autres Agences. La proposition n°12 est de présenter les indicateurs d'exécution du plafond de dépenses, et devient inutile avec le 12^{ème} programme puisque ce plafond sera supprimé. La n°13 stipule de réaliser une trajectoire pluriannuelle prévisionnelle des investissements, plus importants que prévus au 11^{ème} programme avec l'acquisition de délégation à Marseille et Montpellier ainsi que les travaux du siège. La proposition n°14 vise à lisser la trésorerie, de crainte qu'elle soit trop basse : elle n'est pas en niveau d'alerte, mais un suivi fin sera assuré. La n°15 suggère d'élaborer une stratégie d'achat en incluant des clauses environnementales et sociales à suivre pendant l'exécution du marché. La proposition n°16, pour la stratégie de recrutement, rejoint la stratégie actuelle : après une période sans recrutement, toutes les Agences travaillent à gagner en visibilité et en attractivité sur les sites publics et les réseaux sociaux. La n°17, visant à poursuivre une négociation sur l'amélioration des conditions de rémunération, cible particulièrement le numérique, où se trouvent les difficultés de recrutement. Pour l'État, les contractuels de droit commun et les fonctionnaires, il est possible de proposer une fourchette de rémunération aux candidats, mais le contrôle budgétaire et la tutelle, sollicités, ont refusé l'application de cette disposition dans l'Agence, qui ne peut recruter que sous quasi-statut.

Mme BARRERA demande à la direction de défendre les acquis sociaux tels les jours « 94 ». Les agents sont déjà surchargés. Par ailleurs, certains éléments de la mission d'inspection sont erronés. Le rapport est confidentiel, mais comment sont calculées les heures ? De plus, le règlement intérieur indique bien que la direction propose les deux jours non gagés pour l'année suivante. Elle l'a fait pendant dix-neuf ans et, en attendant les négociations et la révision du règlement intérieur, ils doivent être proposés pour 2024. Le sujet est sensible.

M. CHANTEPY admet que, selon le règlement intérieur, la direction peut proposer quatre jours de fermeture, dont les deux premiers sont les jours « 94 ». Mais après avoir reçu et vérifié le rapport de l'IGF indiquant que l'Agence ne respecte pas les 1 607 heures, il semble incohérent et impossible de passer outre et proposer ces deux jours. Les autres Agences inspectées, ainsi qu'Adour-Garonne qui a eu un contrôle de la Cour des comptes, sont également concernées et ont adopté la même position d'attente. L'Agence RMC souhaite avancer rapidement et prioritairement sur la révision du règlement intérieur, notamment pour éviter de devoir assurer l'ouverture de l'agence lors du pont du 10 mai. Quant au caractère non diffusable du rapport, l'IGF a précisé qu'il s'agissait de protéger l'Agence : après relecture et suppression des éléments nominatifs, il sera diffusé aux représentants du personnel dans son exhaustivité, afin de vérifier et d'échanger sur les remarques qui ont été faites.

Mme BARRERA remarque que les membres de la direction, travaillant au forfait, ne seront pas concernés par l'augmentation journalière du temps de travail. Si aucun accord n'est trouvé, la direction assumera elle-même l'ouverture de l'Agence pendant ces jours de pont.

M. CHANTEPY lit la proposition de formulation du vœu, qui insiste sur la revalorisation.

M. PORTERET confirme que la revalorisation de*u quasi-statut est bien le sujet de fond. Mais les discussions sont en cours depuis six ans, et pourraient bien durer. Entretemps, il serait souhaitable que le CA discute de la faisabilité et des modalités de la prime de partage de la valeur, qui n'apparaît pas dans le vœu.

M. BONNETAIN explique que ces négociations concernent le ministère et l'Agence, et non les élus du CA.

Mme BUCCIO rappelle que revaloriser le quasi-statut est plus intéressant que la prime.

M. PORTERET rappelle la longueur des discussions en cours, même si le directeur de l'Agence est habilité pour discuter avec la DRH du ministère.

Mme BARRERA témoigne des refus et fins de non-recevoir obtenues sur la revalorisation du quasi-statut depuis cinq ans. Le CA peut discuter de la PPV : il serait donc souhaitable de mettre à l'ordre du jour la prime, pour un débat et un vote.

Mme BUCCIO rappelle l'impossibilité de porter ce point en débat au vu de la réponse ministérielle précédemment indiquée. Elle donne la parole à Mme BARRERA.

Mme BARRERA explique que cette conclusion du ministre est erronée, comme précisé en CSA ministériel.

M. BONNETAIN indique que le CA n'a pas le droit de trancher sur le statut ni sur les primes. Mais il soutient les agents tout en restant dans son rôle avec le vœu formulé.

Mme BUCCIO confirme que ce vœu, une première, est une importante preuve de soutien aux agents. Elle donne la parole à M. CHANTEPY.

M. CHANTEPY rappelle l'évolution des démarches. La revalorisation, négociée entre les tutelles et le directeur général de RMC, est maintenant soutenue par les six directeurs, signataires d'un courrier unanime au DRH du ministère de l'écologie. Le soutien du CA est un signal de plus important.

Mme BUCCIO indique que tous les représentants de l'État s'abstiendront de voter, ce vœu s'adressant à l'État.

Mme BARRERA souhaite que le vœu demande l'implication des organisations syndicales dans les négociations des directeurs avec la DRH.

M. CHANTEPY propose d'ajouter à la fin : « *et associant les représentants du personnel* ».

Mme BUCCIO accepte et donne la parole à M. FOREL.

M. FOREL suggère que ce même vœu soit soumis au vote des CA des autres Agences.

M. CHANTEPY indique que les CA n'ont pas délibéré sur la question de la revalorisation.

M. GUILLAIN indique que ce ne sera pas possible pour le CA de Loire-Bretagne, qui s'est tenu le matin même. Mais celui d'Adour-Garonne est le soir même.

M. BONNETAIN propose donc de faire passer le vœu à ce CA.

M. CHANTEPY confirme la diffusion de ce vœu, dont la formulation est finalisée.

Mme BUCCIO, en l'absence d'autres interventions, procède au vote.

La proposition de vœu du conseil d'administration de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est adoptée par délibération n°2023-55, avec 9 abstentions.

Mme BUCCIO demande la date du prochain Conseil d'administration.

M. CHANTEPY indique qu'il aura lieu le 12 mars 2023 au matin.

En questions diverses, M. FAURE évoque la qualité de l'eau. Après l'annonce d'un plan ministériel en janvier 2023 notamment pour la prise en compte des PFAS et souhaite être informé sur les avancées de ce plan, sans doute en Commission des programmes.

M. DELMAS s'enquiert de la tenue de la prochaine COP territorialisation de la région AURA.

Mme BUCCIO confirme qu'elle aura lieu le 21 décembre à Lyon, au stade de Gerland, de 10 à 14 heures, avec un buffet déjeunatoire. Le ministre BÉCHU a annoncé sa présence. Tous les membres du CA sont invités : un lien de préinscription a été envoyé par mail.

M. CHANTEPY confirme qu'il rediffusera aux membres de l'instance cette invitation.

En l'attente de la nomination d'un nouveau directeur général, M. JEAMBAR remercie Nicolas CHANTEPY pour son intérim, assuré avec compétence.

Mme BUCCIO félicite également Nicolas CHANTEPY pour cette période de transition.

M. CHANTEPY tient à mentionner le travail de toute l'équipe du comité de direction. Il annonce par ailleurs que la question des PFAS sera abordée dès le prochain CA, pour envisager des possibilités de soutien financier aux collectivités. Dans le cadre de la préparation du 12^{ème} programme, les discussions continueront pour positionner l'Agence en accompagnement des actions des collectivités.

M. PAPOUIN, pour la DREAL, explique que le secteur de Pierre-Bénite est identifié comme un site pilote. Les actions menées associent les comités des élus. Les résultats de surveillance (assurance environnementale dans l'eau, le sol, les végétaux, les œufs et l'eau potable) sont diffusés, notamment publiés sur les sites de l'ARS et de la DREAL. En complément, d'autres actions sont menées au plan national, comme les inventaires des anciens sites d'incendie historique, car les mousses incendies contiennent des PFAS, ou dans les aéroports.

Mme BUCCIO rappelle l'importante présence des PFAS au quotidien. Des normes sont en cours de création, sur le modèle d'actions menées contre d'autres molécules, dans un travail mené en transparence, associant l'Agence de l'eau, et en lien avec le comité des élus. Enfin, pour conclure, elle souhaite de bonnes fêtes de fin d'année aux membres du CA.

La séance est levée à 16 heures 40.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
SEANCE DU 14 DECEMBRE 2023
LISTE DE PRÉSENCE

Quorum : 30/38 (19 présents + 11 pouvoirs)

Présidente du conseil d'administration : Mme Fabienne BUCCIO : 1 voix (1 présent)

- **Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes**

Représentants du Collège des élus (régions, départements, communes...) : 10 voix (7 présents + 2 pouvoirs)

Présents :

- **M. Pascal BONNETAIN**, 1^{er} vice-président du Conseil d'administration, conseiller municipal de Labastide de Virac
- **Mme Bérengère NOGUIER**, vice-présidente du conseil départemental du Gard
- **Mme Annick CRESSENS**, conseillère départementale de Savoie
- **M. Bruno FOREL**, président du syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses affluents (SM3A)
- **M. Hervé PAUL**, vice-président de Métropole Nice Côte d'Azur
- **M. Christophe LIME**, conseiller communautaire du Grand Besançon
- **M. Antoine ORSINI**, président de la communauté de communes du centre Corse (**représentant la collectivité de Corse**)

Absents ayant donné pouvoir :

- **M. Gilles D'ETTORE**, maire de la ville d'Agde, a donné pouvoir à Mme Annick CRESSENS
- **M. Didier REAULT**, vice-président de Métropole Aix-Marseille-Provence, a donné pouvoir à Mme Annick CRESSENS

Représentants du collège des usagers non économiques du comité de bassin Rhône-Méditerranée : 5 voix (3 présents + 2 pouvoirs)

Présents :

- **M. Michel DELMAS**, président du conservatoire d'espaces naturels de Savoie
- **M. Jean-Louis FAURE**, membre de Consommation Logement et Cadre de Vie (CLCV)
- **Mme Frédérique LORENZI**, représentante de FNE PACA

Absents ayant donné pouvoir :

- **Mme Françoise COLARD**, représentante d'UFC Que Choisir PACA, a donné pouvoir à Mme Frédérique LORENZI
- **M. Claude ROUSTAN**, 2^{ème} vice-président du Conseil d'administration, Président de la FDPPMA des Alpes de Haute-Provence, a donné pouvoir à M. Michel DELMAS

Représentants du collège des usagers économiques du comité de bassin Rhône-Méditerranée : 4 voix (2 présents + 2 pouvoirs)

Présents :

- **Mme Véronique GUISEPPIN**, chargée de prévention et environnement à la Chambre syndicale de métallurgie de Haute-Savoie
- **M. Patrick JEAMBAR**, administrateur d'ahlstrom Specialities

Absents ayant donné pouvoir :

- **M. François LAVRUT**, président de la chambre départementale d'agriculture du Jura, a donné pouvoir à M. Patrick JEAMBAR
- **Mme Marie-Hélène ENRICI**, représentant Environnement expert Rhodia Opérations, a donné pouvoir à Mme Véronique GIUSSEPIN

Représentant du collège du comité de bassin de Corse représentant les usagers et personnes compétentes : 1 voix (1 présent)

Présent :

- **M. Henri POLITI**, chef du service exploitation de l'Office d'équipement hydraulique de Corse (OEHC)

Représentants du collège de l'État (Ministères - Établissements Publics) : 8 voix (4 présents et 4 pouvoirs)

Présents :

- **Le directeur de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes** est représenté par M. Matthieu PAPOUIN
- **La SGAR Auvergne-Rhône-Alpes** est représentée par Mme Alice NERON
- **Le directeur de la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes** est représenté par M. Guillaume ROUSSET
- **Le directeur de la DRFIP Auvergne-Rhône-Alpes** est représenté par Mme Marie-Laure DOLY

Absents ayant donné pouvoir :

- **Le directeur du Commissariat à l'aménagement des Alpes** a donné pouvoir à la DRAAF ARA (M. ROUSSET)
- **Le directeur général de l'Office français de la biodiversité** a donné pouvoir à la DREAL ARA (M. PAPOUIN)
- **Le directeur de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes** a donné pouvoir à la DRFIP (Mme DOLY)
- **Le directeur de Voies navigables de France** a donné pouvoir à la DRFIP (Mme DOLY)

Représentants du personnel de l'Agence Rhône-Méditerranée : 1 voix

Présents :

Mme Anahi BARRERA (titulaire)
Vincent PORTERET (suppléant)

PARTICIPANTS AUX TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AVEC VOIX CONSULTATIVE

M. Nicolas CHANTEPY, directeur général par intérim de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse
M. Pierre-Édouard GUILLAIN, commissaire du gouvernement
M. Benoît DINGREMONT, contrôleur budgétaire, représenté par Mme Agnès RIVOISY-MAAELASSAF
Mme Cécile OLLIET, agent comptable de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse